

N°347  
AVRIL  
2019

# BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence France Trésor

page 1

Actualité économique

page 2

Données générales sur la dette

page 3

Marché secondaire

page 5

Dettes négociables de l'État

page 6

Économie française et comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence France Trésor

## ÉVOLUTION DE LA CHARGE DE LA DETTE DANS LE PROGRAMME DE STABILITÉ 2019-2022

Dans le cadre de la présentation du programme de stabilité 2019-2022 le 10 avril dernier par Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, et Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, en Conseil des ministres, les prévisions macroéconomiques et de finances publiques ont été mises à jour.

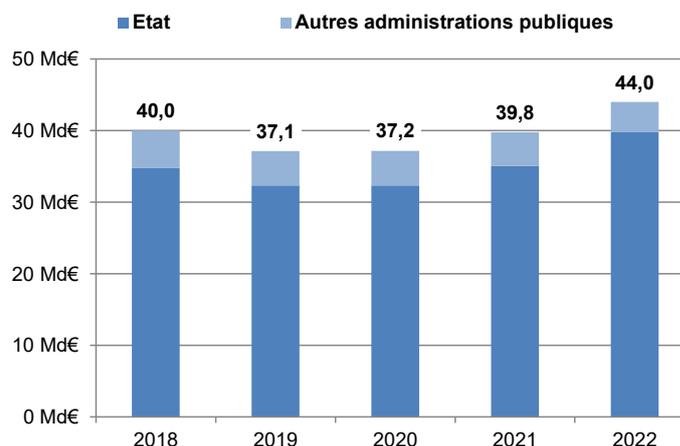
Pour tenir compte du ralentissement mondial, la prévision de croissance française pour 2019 a été revue à la baisse à 1,4 % (après 1,6 % en 2018), soit un niveau de croissance malgré tout encore supérieur à son potentiel, et ce jusqu'en 2022. Dans ce contexte de ralentissement mondial et pour tenir compte des nouvelles orientations avancées de politique monétaire des principales banques centrales (BCE, Fed), la prévision de taux a aussi été revue à la baisse.

Le scénario de taux du programme de stabilité repose sur l'hypothèse de relèvement des taux directeurs de la BCE à partir de 2020, compatible avec les annonces de la BCE et, plus généralement, avec le scénario macroéconomique du Programme de stabilité. Dans ce scénario, les taux courts progresseraient de l'ordre de 90 points de base par an dès cette année-là et conserveraient une tendance haussière les années suivantes. De même, le raffermissement progressif des conditions macroéconomiques puis la normalisation de la politique monétaire de la BCE sont de nature à conduire à une hausse des taux de moyen et long terme. Il est fait l'hypothèse d'une remontée du taux à 10 ans au rythme de 75 points de base par an pour chacune des années 2020 à 2022.

Niveaux en fin d'année (hypothèses)	2019	2020
Taux courts (BTF 3 mois)	-0,20 %	0,70 %
Taux longs (OAT à 10 ans)	1,25 %	2,00 %

Source : Agence France Trésor

Avec ces nouvelles prévisions de taux, la charge de la dette de l'ensemble des administrations publiques diminuerait en 2019 et 2020, sous l'effet du refinancement à taux bas et ce malgré la hausse de l'encours nominal de dette. La charge de la dette augmenterait ensuite, en conséquence de la remontée attendue des taux d'intérêt.



Source : Programme de stabilité 2019-2022

## LE PROGRAMME NATIONAL DE RÉFORME

Direction générale du Trésor

Après une année de croissance particulièrement soutenue en 2017 (2,3 %), **l'activité française a bien résisté en 2018 (1,6 %<sup>1</sup>)** dans un environnement international moins porteur **tandis que la situation du marché du travail a continué de s'améliorer et que la compétitivité ainsi que la situation du commerce extérieur se sont redressées**. Les parts de marché de la France à l'exportation se sont stabilisées depuis 2012, le déficit commercial hors énergie s'est réduit en 2018 et les flux d'investissements directs étrangers entrants ont atteint un plus haut depuis 10 ans. Le commerce extérieur a contribué positivement à la croissance en 2017 et 2018.

**Les performances de l'économie française révèlent que la stratégie économique et sociale engagée à l'été 2017 commence à porter ses fruits**, dont l'architecture repose sur quatre piliers fondateurs :

**1. Refonder le modèle économique et social**, qui est certes parvenu à contenir les inégalités monétaires ainsi que le taux de pauvreté en comparaison internationale, mais doit s'ajuster pour mieux corriger les inégalités d'opportunité. A ce titre, l'action du gouvernement s'est portée notamment sur : (i) une réforme du droit du travail pour permettre aux entreprises de mieux s'adapter à leur environnement et une réforme de l'assurance chômage, étendue sous condition aux salariés démissionnaires et aux travailleurs indépendants pour rendre cette dernière plus universelle ; (ii) une refonte de la formation professionnelle pour sécuriser les parcours et de l'apprentissage pour valoriser l'attractivité de cette filière d'excellence ; (iii) un plan d'investissement dans les compétences visant à former un million de demandeurs d'emplois peu ou pas qualifiés et un million de jeunes éloignés du marché du travail ; (iv) une revalorisation de la prime d'activité et une défiscalisation des heures supplémentaires ; (v) une réduction des fractures territoriales en matière de connectivité numérique (plan France Très haut débit), d'accès aux soins (plan de lutte contre les déserts médicaux) et de mobilité (projet de loi d'orientation des mobilités).

**2. Libérer le plein potentiel productif de l'économie française** grâce au soutien à l'investissement productif, via la mise en place d'un prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital, à une baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés pour atteindre 25 % en 2022, à une transformation du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) en baisse pérenne des cotisations employeurs pour inciter à la création d'emplois, à d'autres mesures fiscales affectant les ménages (suppression progressive de la taxe habitation, prélèvement à la source) visant plus de justice et de lisibilité. Par ailleurs, le Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) vise à sécuriser l'environnement des entreprises en levant les freins à leur croissance (hausse des seuils sociaux), facilitant leur financement (développement de l'épargne-retraite), et renforçant leur potentiel d'innovation (soutien à la recherche partenariale) notamment.

**3. Faire émerger le modèle de croissance de demain**, par un renouvellement du système d'éducation (dédoublage des classes de CP/CE1 dans les zones REP/REP+, abaissement de l'âge de la scolarité obligatoire de 6 à 3 ans, réforme du baccalauréat, transformation du lycée professionnel, réforme de l'accès à l'université) et une programmation pour accélérer la transition écologique, déclinée en plusieurs volets (stratégie nationale bas carbone, programmation pluriannuelle de l'énergie) et instruments associés (chèque énergie, prime à la conversion). Une attention particulière est également portée à l'économie de l'innovation par le déploiement de 13 Md € issus du Grand Plan d'Investissement consacrés à des projets innovants, notamment dans le secteur agricole, et la mise en place d'un Fonds pour l'industrie et l'innovation afin d'investir dans les innovations de rupture.

**4. Transformer l'État et restaurer l'équilibre des finances publiques**, la simplification des démarches et de l'environnement réglementaire des entreprises se poursuit parallèlement à l'objectif d'accessibilité en ligne de 100 % des services publics. Les efforts de maîtrise des dépenses persistent, visant une baisse de 3 points de PIB du ratio de dépenses publiques sur le quinquennat concomitamment avec une réduction du ratio de prélèvements obligatoires de 1,4 point<sup>2</sup>.

[Téléchargez l'intégralité du programme national de réforme 2019 sur le site de la Direction Générale du Trésor](#)

<sup>1</sup> Selon les résultats détaillés de l'INSEE (26 mars 2018) : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3900150?sommaire=3704685>

<sup>2</sup> À champ constant, retraité de l'intégration progressive de France Compétences.

### CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

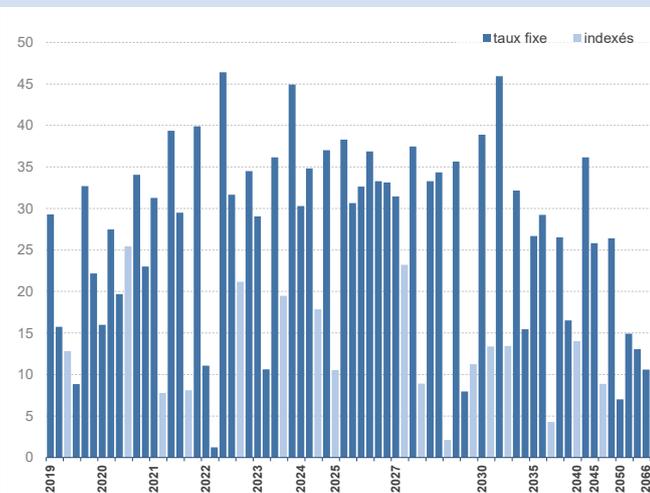
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
<b>Mai 2019</b>	date d'adjudication	6	13	20	27	/	16	2	16
	date de règlement	8	15	22	29	/	20	6	20
<b>Juin 2019</b>	date d'adjudication	3	11	17	24	/	20	6	20
	date de règlement	5	13	19	26	/	24	10	24

décalage (jour fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

### DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 MARS 2019

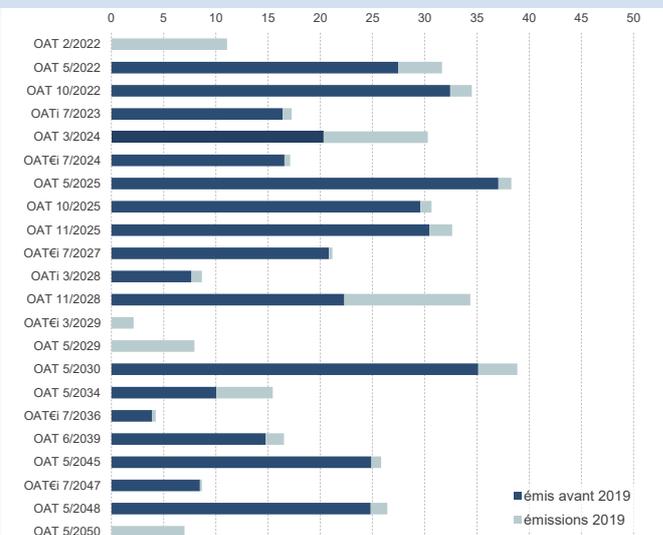
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 MARS 2019

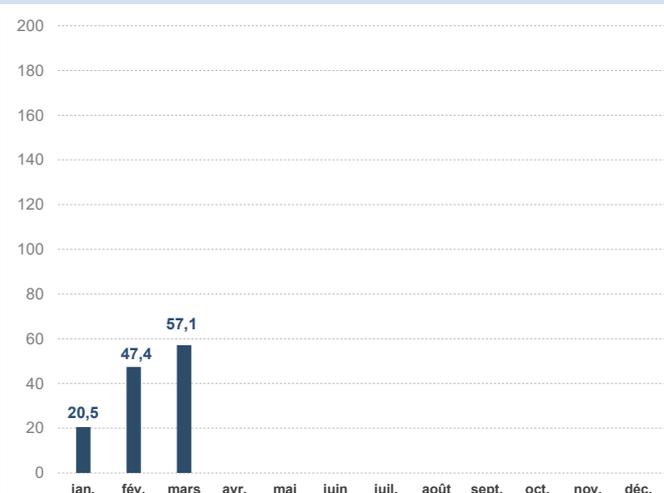
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### ÉMISSIONS NETTES DES RACHATS AU 31 MARS 2019

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 MARS 2019

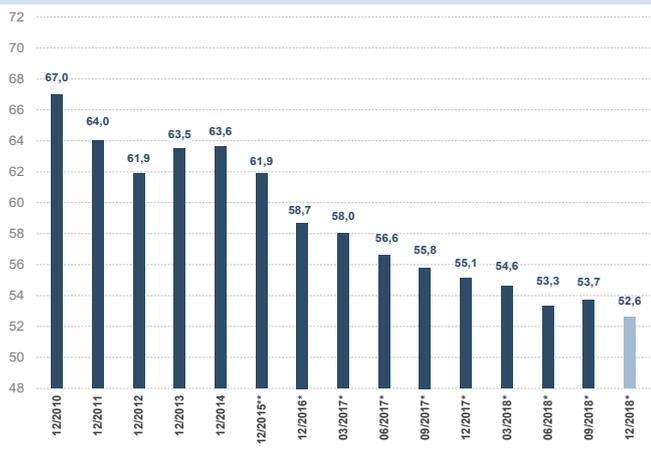
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
avr-19	13,3	29,3
mai-19	6,4	15,7
juin-19	0,3	
juil-19	3,1	13,0
août-19		
sept-19		
oct-19	12,6	41,5
nov-19	1,5	22,2
déc-19		0,0
janv-20		
févr-20		16,0
mars-20	0,0	

Source : Agence France Trésor

## DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2018

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



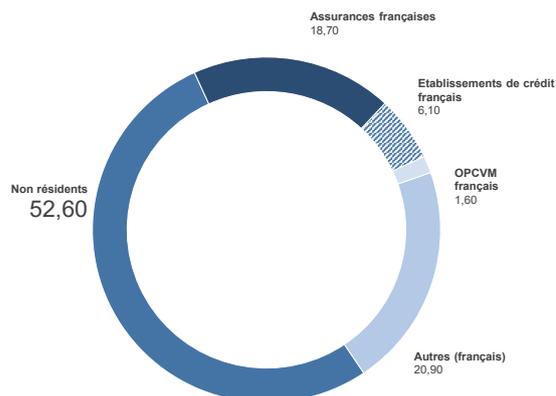
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

## DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2018

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 MARS 2019

EN EUROS

<b>Total dette à moyen terme et long terme</b>	<b>1 689 712 354 743</b>
Encours démembré	62 661 234 700
Durée de vie moyenne	8 ans et 161 jours
<b>Total dette à court terme</b>	<b>108 437 000 000</b>
Durée de vie moyenne	106 jours
<b>Encours total</b>	<b>1 798 149 354 743</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>7 ans et 346 jours</b>

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2015 AU 31 MARS 2019

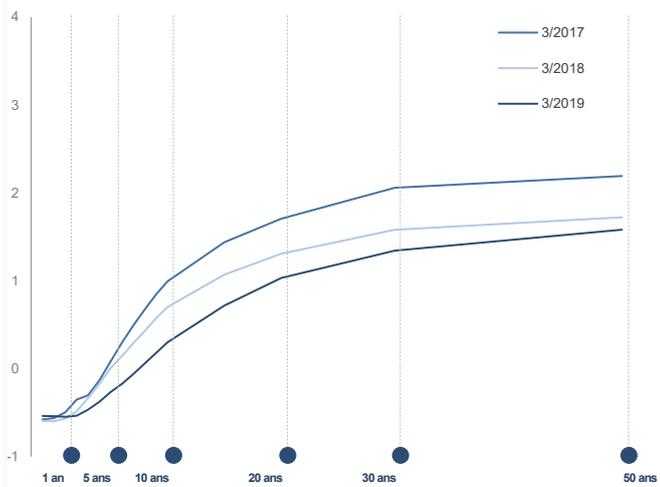
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2016	Fin 2017	Fin 2018	Fin fév. 2019	Fin mars 2019
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 621</b>	<b>1 686</b>	<b>1 756</b>	<b>1 786</b>	<b>1 798</b>
<i>dont titres indexés</i>	200	202	220	223	223
<b>Moyen et Long Terme</b>	<b>1 487</b>	<b>1 560</b>	<b>1 644</b>	<b>1 682</b>	<b>1 690</b>
<b>Court Terme</b>	134	126	113	104	108
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
	<b>7 ans</b>	<b>7 ans</b>	<b>7 ans</b>	<b>7 ans</b>	<b>7 ans</b>
	195 jours	296 jours	336 jours	358 jours	346 jours

Source : Agence France Trésor

### COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

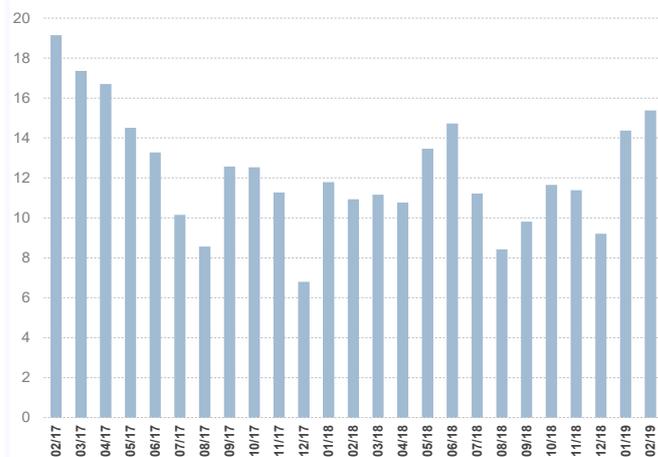
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

### VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

### MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

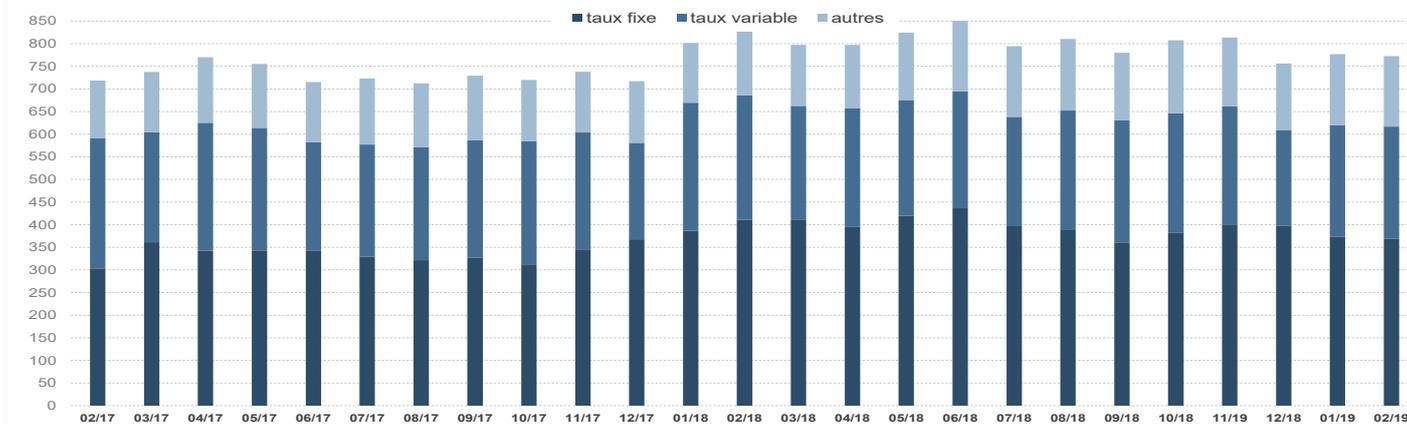
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

### ENCOURS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

**DETTE À COURT TERME AU 31 MARS 2019**

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0125374993	BTF 3 avril 2019	6 327 000 000
FR0125218224	BTF 10 avril 2019	4 844 000 000
FR0125375008	BTF 17 avril 2019	6 087 000 000
FR0124909658	BTF 25 avril 2019	4 890 000 000
FR0125375016	BTF 2 mai 2019	5 958 000 000
FR0125218232	BTF 8 mai 2019	3 768 000 000
FR0125375024	BTF 15 mai 2019	5 714 000 000
FR0124909666	BTF 22 mai 2019	4 752 000 000
FR0125375032	BTF 29 mai 2019	5 612 000 000
FR0125218240	BTF 5 juin 2019	3 100 000 000
FR0125375040	BTF 13 juin 2019	5 081 000 000
FR0124909674	BTF 19 juin 2019	3 745 000 000
FR0125375057	BTF 26 juin 2019	2 595 000 000
FR0125375065	BTF 3 juillet 2019	3 731 000 000
FR0125064875	BTF 17 juillet 2019	4 369 000 000
FR0125375073	BTF 31 juillet 2019	4 648 000 000
FR0125064883	BTF 14 août 2019	4 235 000 000
FR0125375081	BTF 28 août 2019	2 223 000 000
FR0125064891	BTF 11 septembre 2019	4 510 000 000
FR0125218257	BTF 9 octobre 2019	4 405 000 000
FR0125218265	BTF 6 novembre 2019	4 204 000 000
FR0125375099	BTF 2 janvier 2020	4 991 000 000
FR0125375107	BTF 29 janvier 2020	4 165 000 000
FR0125375115	BTF 26 février 2020	4 483 000 000

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2019 - 2022) AU 31 MARS 2019**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC
<b>Échéance 2019</b>		<b>121 568 513 611</b>				
FR0000189151	OAT 4,25 % 25 avril 2019	29 273 000 000			0	
FR0011708080	OAT 1,00 % 25 mai 2019	15 735 000 000			0	x
FR0010850032	OATi 1,30 % 25 juillet 2019	12 800 550 000 (1)	1,09500	11 690 000 000	0	
FR0000570921	OAT 8,50 % 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 590 585 100	
FR0010776161	OAT 3,75 % 25 octobre 2019	32 695 000 000			0	
FR0011993179	OAT 0,50 % 25 novembre 2019	22 177 000 000			5 000 000	x
FR0000570954	OAT cap. 9,82 % 31 décembre 2019	43 570 718 (2)		6 692 154	-	
<b>Échéance 2020</b>		<b>145 630 823 900</b>				
FR0013232485	OAT 0,00 % 25 février 2020	15 975 000 000			0	x
FR0010854182	OAT 3,50 % 25 avril 2020	27 486 000 000			0	
FR0012557957	OAT 0,00 % 25 mai 2020	19 694 000 000			0	x
FR0010050559	OATéi 2,25 % 25 juillet 2020	25 421 823 900 (1)	1,25169	20 310 000 000	0	
FR0010949651	OAT 2,50 % 25 octobre 2020	34 062 000 000			0	
FR0012968337	OAT 0,25 % 25 novembre 2020	22 992 000 000			3 000 000	x
<b>Échéance 2021</b>		<b>155 874 150 600</b>				
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021	31 275 000 000			0	x
FR0013140035	OATéi 0,10 % 1 mars 2021	7 763 472 600 (1)	1,02610	7 566 000 000	0	x
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	39 352 000 000			0	
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	29 504 000 000			0	x
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	8 088 678 000 (1)	1,03701	7 800 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	39 891 000 000			0	
<b>Échéance 2022</b>		<b>146 051 895 220</b>				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	11 066 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			528 888 400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	46 422 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	31 666 000 000			0	x
FR0010899765	OATéi 1,10 % 25 juillet 2022	21 155 955 230 (1)	1,11271	19 013 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	34 498 000 000			0	

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2017 ; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2023 ET PLUS) AU 31 MARS 2019**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC
<b>Échéance 2023</b>		<b>140 229 943 253</b>				
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	29 059 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 391 165 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	36 172 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	19 474 747 350 (1)	1,12799	17 265 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			440 085 000	
<b>Échéance 2024</b>		<b>119 963 253 210</b>				
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	30 288 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	17 840 253 210 (1)	1,04201	17 121 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	37 025 000 000			42 000 000	x
<b>Échéance 2025</b>		<b>112 134 765 238</b>				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	10 545 837 120 (1)	1,02816	10 257 000 000	0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	38 297 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 852 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	32 638 000 000			0	x
<b>Échéance 2026</b>		<b>103 265 000 000</b>				
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	36 867 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	33 274 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	33 124 000 000			0	x
<b>Échéance 2027</b>		<b>92 107 786 400</b>				
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	31 451 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23 202 786 400 (1)	1,09654	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	37 454 000 000			56 543 600	
<b>Échéance 2028</b>		<b>76 561 538 711</b>				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	8 903 427 300 (1)	1,02645	8 674 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	28 111 411 (3)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	33 272 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	34 358 000 000			0	x
<b>Échéance 2029</b>		<b>56 965 290 910</b>				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	2 128 000 000 (1)	0,99540	2 128 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	35 644 880 458			2 641 546 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	7 961 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 231 410 452 (1)	1,28592	8 734 144 000	0	
<b>Échéance 2030</b>		<b>52 248 060 000</b>				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	38 876 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	13 372 060 000 (1)	1,02862	13 000 000 000	0	x
<b>Échéance 2031</b>		<b>45 948 000 000</b>				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	45 948 000 000			54 500 000	x
<b>Échéance 2032</b>		<b>45 586 431 300</b>				
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	13 424 108 700 (1)	1,26822	10 585 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	32 162 322 600			11 161 357 400	
<b>Échéances 2033 et plus</b>		<b>275 576 902 390</b>				
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	15 460 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	26 678 000 000			4 794 037 000	
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	29 226 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	4 285 807 200 (1)	1,00890	4 248 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 732 931 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	16 530 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 034 977 190 (1)	1,17477	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	36 152 000 000			6 599 899 000	
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			1 368 710 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	8 881 118 000 (1)	1,02376	8 675 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	26 409 000 000			789 800 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	7 000 000 000			0	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	14 926 000 000			7 598 018 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	13 055 000 000			7 372 204 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	10 581 000 000			638 900 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[3] valeur actualisée au 31/12/2018 ; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

### DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	0,6 %	02/2019
Consommation des ménages*, glissement annuel	-0,5 %	03/2019
Taux de chômage (BIT)	8,8 %	T4-2018
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	1,1 %	03/2019
• ensemble hors tabac	1,0 %	03/2019
Solde commercial, fab-fab, cvs	-4,0 Md€	02/2019
" "	-4,2 Md€	01/2019
Solde des transactions courantes, cvs	-0,8 Md€	02/2019
" "	0,3 Md€	01/2019
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,30 %	29/4/2019
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,31 %	25/4/2019
Euro / dollar	1,12	29/4/2019
Euro / yen	124,64	29/4/2019

\* produits manufacturés  
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

### SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

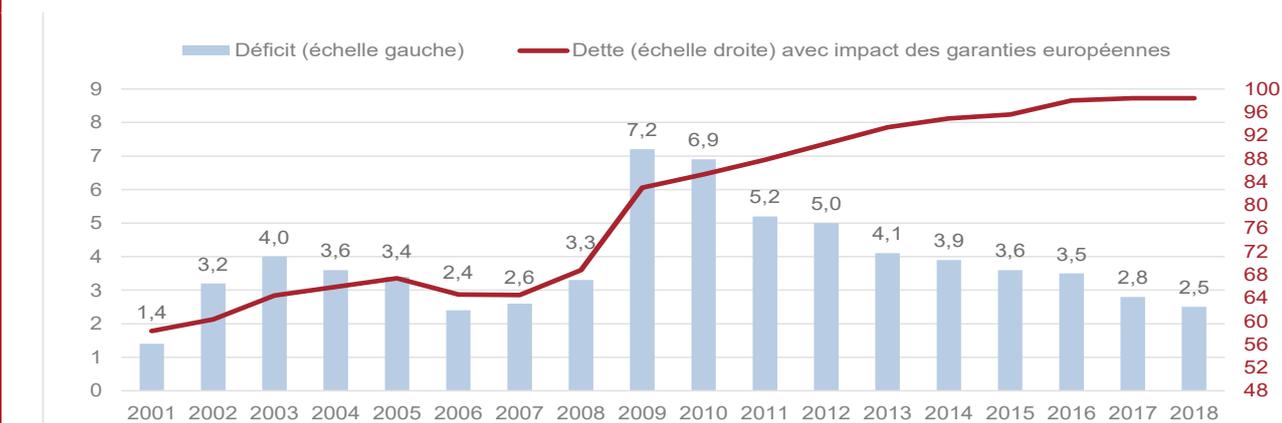
EN MILLIARDS D'EUROS

	2017	2018	niveau à la fin février		
			2017	2018	2019
Solde du budget général	-73,35	-76,88	-11,99	-14,34	-27,44
Recettes	313,59	313,82	50,73	48,93	36,65
Dépenses	386,94	390,69	62,72	63,28	64,09
Solde des comptes spéciaux du Trésor	5,53	0,82	-9,49	-14,14	-9,46
Solde général d'exécution	-67,67	-76,05	-21,47	-28,48	-36,90

Source : Minefi

### FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

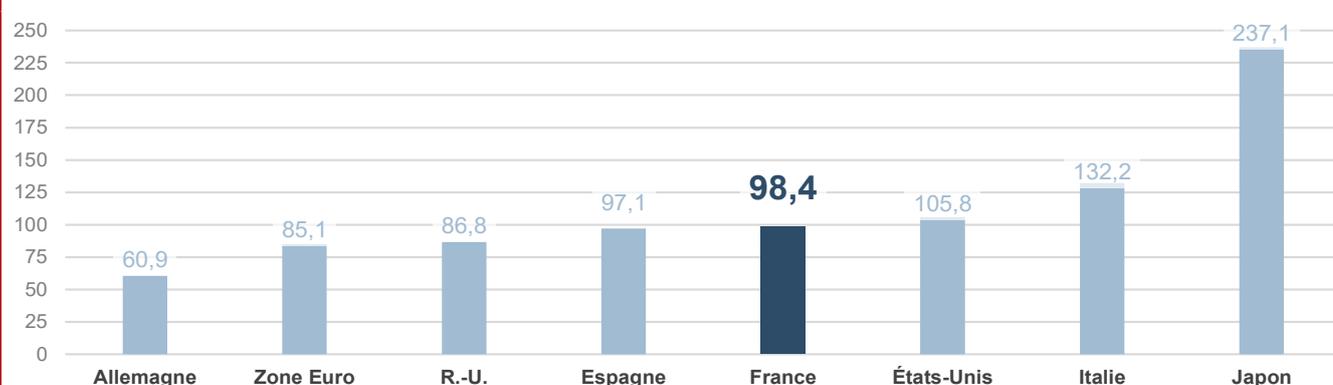
EN % DU PIB



Sources : Insee, 1ère estimation pour 2018 (mars 2019)

### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2018

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

MAI 2019 

<b>7</b> Commerce extérieur en valeur en mars	<b>7</b> Balance des paiements en mars	<b>10</b> Estimation flash de l'emploi salarié : T1 2019	<b>10</b> Production industrielle : indice de mars	<b>15</b> Prix à la consommation : indice d'avril	<b>15</b> Réserves nettes de change en avril
<b>17</b> Inflation (IPCH) : indice d'avril	<b>23</b> Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de mai	<b>28</b> Conjoncture auprès des ménages : enquête mensuelle de mai	<b>29</b> Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés T1 2019	<b>29</b> Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indices d'avril	<b>29</b> Consommation des ménages en biens en avril

JUIN 2019 

<b>7</b> Commerce extérieur en valeur en avril	<b>7</b> Balance des paiements en avril	<b>7</b> Production industrielle : indice de avril	<b>12</b> Emploi salarié : T1 2019	<b>14</b> Prix à la consommation : indice de mai	<b>14</b> Réserves nettes de change en mai
<b>18</b> Inflation (IPCH) : indice de mai	<b>25</b> Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de juin	<b>26</b> Conjoncture auprès des ménages : enquête mensuelle de juin	<b>28</b> Consommation des ménages en biens en mai	<b>28</b> Dettes trimestrielles de Maastricht des administrations publiques - T1 2019	<b>28</b> Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indices de mai

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin  
 Rédaction : Agence France Trésor  
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe sur demande

[www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

*Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».*

*Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».*